



Déclaration publique à l'occasion de la Journée de l'Unité Nationale

L'unité nationale ne se proclame pas : elle se garantit par la justice, les droits et la démocratie

5 février 2026

À l'occasion de la Journée de l'Unité Nationale, célébrée chaque 5 février, **TLP-Burundi** réaffirme avec force que l'unité nationale ne saurait être réduite à un slogan politique ou à une commémoration symbolique. Elle se construit et se préserve par la justice, l'égalité devant la loi, le respect des droits humains, la vérité et la participation libre et inclusive de toutes les citoyennes et de tous les citoyens à la vie nationale, sans exclusion ni intimidation.

Cette année, les autorités burundaises ont célébré le 35^e anniversaire de la Charte de l'Unité Nationale sous le thème : « *Ne relâchons pas le bien que nous avons acquis, l'unité nationale est le pilier du développement* ». Pourtant, **un écart préoccupant persiste entre cet idéal proclamé et la réalité vécue par une large partie de la population.**

En effet, plusieurs signaux alarmants fragilisent aujourd'hui la cohésion sociale et alimentent un climat de peur et de méfiance. Des rapports crédibles d'organisations nationales et internationales font état d'un **rétrécissement continu de l'espace civique**, marqué par des restrictions sévères des libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique, ainsi que par des intimidations ciblant les acteurs politiques, les médias indépendants et les défenseur·e·s des droits humains.

Selon des experts des Nations Unies, entre janvier 2024 et mai 2025, des organisations de la société civile burundaise ont documenté **au moins 892 détentions arbitraires, 58 disparitions forcées, 62 cas de torture, 605 exécutions extrajudiciaires et plus de 200 cas de violences sexuelles**, dans un contexte d'impunité quasi totale¹. Ces violations graves constituent une atteinte directe aux fondements mêmes de l'unité nationale.

¹ <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/09/burundi-un-experts-alarmed-increase-serious-human-rights-violations-during>



Le processus électoral récent, notamment les élections législatives et communales du 5 juin 2025, s'est déroulé dans un environnement fortement contraint, marqué par des irrégularités, des pressions et une absence de compétition politique crédible. Une telle situation ne peut que **creuser les fractures sociales et politiques**, au lieu de les résorber.

Par ailleurs, la persistance de **discours officiels stigmatisants et disqualifiant toute voix critique** contribue à polariser la société et à réduire dangereusement l'espace du débat public. La classification du Burundi comme pays « *Not Free* » avec un score de **15/100** par Freedom House pour l'année 2024 illustre l'ampleur des restrictions pesant sur les libertés civiles et les droits politiques ².

Ainsi, plus de trois décennies après l'adoption de la Charte de l'Unité Nationale le 5 février 1991, **le contexte sociopolitique actuel révèle un décalage profond entre un idéal constitutionnel sacralisé et une réalité politique marquée par des tensions persistantes, l'exclusion et la peur.**

En ce 5 février, **TLP-Burundi** appelle solennellement les autorités burundaises et l'ensemble des acteurs nationaux à :

- Condamner publiquement, clairement et systématiquement tout discours de haine, toute incitation à la violence et toute forme de discrimination ;
- Garantir effectivement les libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique, et mettre fin au harcèlement des organisations de la société civile et des médias indépendants ;
- Ouvrir un dialogue politique inclusif et sincère, fondé sur la Constitution, la Charte de l'Unité Nationale et l'Accord d'Arusha, afin de restaurer la confiance entre les Burundais ;
- Engager des réformes électorales crédibles, incluant une CENI réellement indépendante, la transparence des processus électoraux, l'accès équitable aux médias et une observation nationale et internationale indépendante ;
- Lutter résolument contre l'impunité par des enquêtes indépendantes, l'accès effectif à la justice pour les victimes et la protection des témoins.

² <https://freedomhouse.org/country/burundi/freedom-world/2025>



L'unité et la cohésion du Burundi exigent une gouvernance au service de toutes et de tous, où la sécurité ne se confond pas avec la répression, et où la diversité politique, sociale et d'opinion est reconnue comme une richesse et non comme une menace.

TLP-Burundi réitère sa disponibilité à contribuer, aux côtés des acteurs nationaux et internationaux, à la construction d'une paix durable fondée sur les droits humains, la justice et la dignité pour chaque Burundaise et chaque Burundais.

Fait le 5 février 2026
Coordination TLP-Burundi